Monsieur le Président,

Comme si la situation internationale ne suffisait pas à démoraliser les agents et à rendre l'ambiance plus que morose, au niveau national ce n'est guère mieux.

En France, les effets du dérèglement climatique se font ressentir avec une acuité toute particulière en ce mois de novembre qui aura vu des départements comme le Pas-de-Calais subir des inondations inédites alors qu'à Mayotte l'eau fait défaut …
Devant cette réalité, le gouvernement ne semble pas prendre la mesure de l'urgence climatique qu'il préfère instrumentaliser pour servir sa politique de rigueur plutôt que de s'attaquer aux véritables sources du mal.
À cet égard, l'alibi écologique ne fait pas illusion quand il sert à justifier une politique immobilière de l'État qui devient un nouveau levier fort de restriction budgétaire. Le Ministre des Comptes Publics Thomas Cazenave a beau présenter dans la presse sa « réforme ambitieuse de l'immobilier de l'État » et expliquer qu'il entend « réduire de 25 % les surfaces occupées par l'administration » parce que ce serait « un vrai levier de sobriété », tout le monde a compris qu'il s'agit davantage d'une « sobriété » budgétaire plutôt que d'une sobriété énergétique obtenue de surcroît au prix du sacrifice de nos conditions de travail.

Par ailleurs la Direction Générale a ouvert le 12 septembre dernier des négociations pour faire évoluer le régime indemnitaire, faire progresser les promotions et améliorer le cadre de vie. Solidaires Finances Publiques, avec l'ensemble des organisations syndicales (OS) représentatives, compte bien que l'engagement professionnel de l'ensemble des personnels soit enfin reconnu et soit à la hauteur des attentes des agents qui sont et font la DGFiP.

Déjà, pour un 1er bilan, une prime dite « GMBI », d'un montant de 500€, a été validée de force par le Directeur Général (DG) mais pas acceptée par les OS représentatives. Il n'est pas besoin de sortir des grandes écoles pour constater l'injustice notoire que génère cette prime:
- 74 000 agents de la DGFIP sont écartés d'office du bénéfice d'une prime exceptionnelle
- les conditions d'attribution de cette prime nous laissent très dubitatifs.

Si cette distribution de miettes aux uns et rien aux autres ne sert pas à diviser pour mieux régner, qu'on nous l'explique.

Voilà l'avenir de la DGFiP, des primes calculées selon le niveau des difficultés créées par l'ignorance de celles et ceux qui nous dirigent.
Les organisations syndicales demandaient un montant socle pour tous.
La DG a tranché : « on fait comme on avait prévu et ce que veulent les agents, on s'en moque », de là à dire que ça devient la coutume, il n'y a qu'un pas. Nous avons déjà connu cette situation lorsque la prime COVID a été attribuée de manière tout à fait injuste.

Au plan local, les services informatiques étant concernés par cette prime, nous en demandons le détail de l'attribution. Qui dans les services informatiques bénéficiera de cette prime?
Bien sûr que les agents qui ont subi GMBI méritaient de la reconnaissance.
Mais pour tous les autres ... rien
Enfin si. Frustration, stress, tension et découragement en attendant que les choses évoluent encore!

Parlons maintenant des plateaux d'assistance de l'ESI de Strasbourg. Lors des dernières instances, nous avons eu à évoquer la réduction des jours de télétravail pour nos collègues. Aujourd'hui nous en sommes à parler de l'aide que le plateau AT Pro devait apporter au plateau Toscane.
On nous a laissé entendre que la charge de travail du plateau AT Pro aurait beaucoup baissé. Force est de constater que ce n'est pas le cas. Les applications sensées améliorer le quotidien des collègues n'étant pas suffisamment qualifiées en amont (Omégassist moins intuitif que la précédente application et les différents paliers médoc non aboutis qui génèrent de nombreux patchs), nous font dire que les collègues de ce service ont largement de quoi faire.
A contrario, les collègues du plateau Toscane nous laissent entendre que les formuels servent aux télétravailleurs et à la formation des nouveaux arrivants dans ce service.

D'une manière générale, le bien-être au travail passe avant tout par des outils dignes de ce nom qui apporteraient un progrès et non une régression. Des écrans de qualité, des applications qualifiées avant leur déploiement, et lorsque toutes ces demandes seront satisfaites, éventuellement des plantes vertes et des nouvelles peintures seront les bienvenues.

Monsieur le Président, vous l'aurez compris Solidaires Finances Publiques ne lâchera rien de ce qui fait son identité, son authenticité. Nous continuerons plus que jamais à nous mobiliser pour une DGFiP renforcée, reconnue, réhumanisée au service de l'intérêt général ainsi que des agents de la DGFIP, de la justice fiscale, sociale et environnementale et pour un monde meilleur, plus juste, plus humain, plus solidaire.